

Les élections ne peuvent « changer la vie » par elles-mêmes : seule l'intervention directe des travailleurs, par leur lutte de classe, peut transformer la société dans le sens de leurs intérêts collectifs. Cependant, les élections sont souvent une bonne occasion pour *populariser le programme communiste révolutionnaire* parmi les travailleurs et les jeunes.

En 2007, face à la blairiste S. Royal et au PS, qui nous promettent une politique encore pire que celle de la « gauche plurielle » sous Jospin, *nous ne céderons pas aux sirènes du prétendu « réalisme », du « vote utile » ou du « danger Le Pen »*. Plus que jamais, l'heure est à la constitution d'un véritable pôle ouvrier et anti-capitaliste, capable de rassembler ceux qui luttent et qui veulent rompre avec l'« alternance ».

C'est pourquoi *il ne faut pas soutenir la « coalition anti-libérale » constituée autour du PCF* : s'il se démarque en paroles du PS, le PCF veut surtout l'aider à revenir au pouvoir et sauver ses propres élus, s'inscrivant totalement dans le cadre de l'« alternance », tout en semant des illusions sur la prétendue possibilité de faire rompre le PS avec le « social-libéralisme ». Quant au programme de la « coalition anti-libérale », il ne peut pas être soutenu par les communistes révolutionnaires, car il

LES POINTS COMMUNS À L'« EXTRÊME GAUCHE » L'EMPORTENT SUR LES DIVERGENCES !

Or, s'il n'y a pas aujourd'hui, en France, de véritable parti communiste révolutionnaire, il y a en revanche *trois organisations de taille nationale qui se réclament du communisme et même de la IV^e Internationale*. Il s'agit de la LCR, de LO et du PT (dirigé par son courant CCI). Ces organisations comptent à elles trois près de 15 000 militants ; plus de 30 000 lecteurs achètent l'un de leurs hebdomadaires ; plus de trois millions d'électeurs (près de 11 %) ont voté pour leurs candidats à la présidentielle en 2002 ; leurs militants participent (parfois avec des postes dirigeants) à des centaines de syndicats et d'associations populaires ; et tous se retrouvent, d'une manière ou d'une autre, dans les grands mouvements sociaux comme dans les grèves et actions locales...

Or ces trois organisations ont commencé à mener leur campagne électorale chacune dans son coin... et toutes avec une orientation plus ou moins réformiste :

- Le PT vient de franchir ouvertement la barrière de classe en allant jusqu'au bout de sa politique « républicaine » petite-bourgeoise : il a décidé d'impulser la candidature d'un maire dont le programme ne se revendique pas de la lutte de classe, mais de la défense des « institutions politiques et sociales de la République » contre l'Union européenne, c'est-à-dire de l'État bourgeois bien français. Par ce choix, et à moins que ses militants ne réagissent rapidement pour lui faire échec, *le PT se met aujourd'hui lui-même en dehors des organisations qui se réclament de l'anti-capitalisme*.

- LO a annoncé la candidature d'Arlette Laguiller dès l'automne 2005, sans avoir tenté le moindre rapprochement avec les autres organisations d'« extrême gauche ». Même après la rupture de la LCR avec la coalition « anti-libérale », LO n'a rien fait pour ouvrir la discussion, alors que la principale divergence avec la LCR résidait précisément dans la participation de celle-ci à cette coalition ! Pourtant, en ce début de campagne, LO ne propose pas un véritable programme anti-capitaliste, une véritable alternative pour le prolétariat et la jeunesse. Elle se réclame certes clairement du « camp des travailleurs » et dénonce à juste titre les patrons comme les gouvernements de droite et de gauche ; mais LO se borne à préconiser un

n'est pas anti-capitaliste : il ne propose de rompre qu'avec le « libéralisme », rendant illusoires les mesures, pourtant timorées, dont il parle.

Or nous ne sommes plus dans les années 1970 : *même les travailleurs qui sont prêts à voter pour le PS n'ont pas pour autant l'illusion que ce parti les représente* ; ils espèrent seulement (mais en vain) qu'il mènera une politique « moins pire » que celle de la droite. Quant à la coalition « anti-libérale », outre ses divisions manœuvrières, elle ne se démarque pas assez du PS pour susciter des illusions massives chez ceux qui n'ont pas oublié cinq ans de « gauche plurielle ».

Les élections de 2007 offrent donc aux communistes révolutionnaires une occasion sans précédent : la faiblesse des illusions envers le PS et le PCF rend possible de populariser leurs idées et leurs propositions auprès de millions de travailleurs. Il est plus que jamais possible de diffuser à une échelle de masse un *programme anti-capitaliste cohérent et conséquent* et de *mener une campagne en relation avec les luttes de classe réelles*. Une telle campagne permettrait de commencer à *reformer la conscience de classe*, elle serait un appui et un encouragement décisifs pour les luttes de classe.

« contrôle » sur les décisions patronales, au lieu de proposer un vrai programme revendicatif et de tracer sur cette base la voie d'une véritable rupture avec le capitalisme, donc d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes. *La candidature d'Arlette Laguiller ne se propose même pas de servir à l'impulsion et à la coordination des luttes : elle s'auto-limite à un témoignage pessimiste et impuissant sur les maux de la société, sans la moindre proposition pour avancer*.

- Enfin, la LCR, après avoir tenté de faire avancer ses idées au sein de la coalition « anti-libérale », a finalement lancé la « pré-candidature » d'Olivier Besancenot. Si sa majorité a eu raison de rompre avec le PCF et ses alliés à partir du moment où ils refusaient de renoncer à toute alliance avec le PS, c'est en revanche une faute politique de n'avoir pas essayé d'ouvrir la discussion avec les autres forces qui se réclament de l'anti-capitalisme conséquent. De plus, le programme politique de la LCR ne rompt en fait pas clairement avec celui de la coalition « antilibérale » (comme le soulignent à juste titre les « droitiers » de la LCR, qui veulent en faire la cinquième roue du carrosse antilibéral). En effet, *le refus de s'allier avec le PS et la critique marginale de quelques mesures préconisées par le programme des « anti-libéraux » ne suffisent nullement pour tracer une véritable perspective anti-capitaliste*, qui implique par définition l'exigence claire de rupture avec le capitalisme en tant que tel et d'un gouvernement des travailleurs.

Le refus de la LCR et de LO d'ouvrir quelque discussion que ce soit est d'autant plus inadmissible que, quelles que soient leurs divergences tactiques, le début de leurs campagnes électorales respectives confirme qu'il n'y a pas entre elles de différences programmatiques essentielles. De plus, elles s'étaient présentées ensemble aux élections européennes et régionales de 1999 et 2004 : pourquoi ce qui était possible à ce moment-là ne le serait-il plus aujourd'hui, alors qu'il s'agit d'élections bien plus importantes ? En fait, leur alliance devrait aller de soi : lors de l'Université d'été de la LCR, un journaliste du *Monde* (30 août) avait souligné que, après avoir fustigé la ressemblance entre le programme de Sarkozy et celui du PS, Besancenot « a ensuite déroulé la longue liste de revendications classiques de l'extrême gauche. Redistribution

des richesses, réappropriation collective de la propriété privée, contrôle social des usagers et des salariés, interdiction des licenciements... des propositions "à la Arlette", comme le remarquait perfidement un responsable politique invité. » Or, s'il est vrai que Besancenot fasse des propositions « à la Arlette », qu'est-ce qui peut justifier aux yeux des travailleurs qu'ils se présentent séparément ?

Il faut donc aller à l'essentiel : du point de vue des intérêts généraux du prolétariat, rien ne saurait justifier qu'il y ait plusieurs candidatures se réclamant de l'« extrême gauche » anticapitaliste. Car le danger principal est

PROPOSITIONS POUR UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE COHÉRENT ET CONSÉQUENT

Le programme d'une alliance réellement anti-capitaliste devrait se concentrer sur une douzaine de revendications cohérentes et conséquentes, répondant aux aspirations de la majorité... **et que l'on trouve sous une forme ou sous une autre, à un moment ou à un autre, dans les programmes, les journaux ou les tracts de l'« extrême gauche » :**

- **Interdiction des licenciements collectifs** et luttes communes pour aider les travailleurs à faire échec aux plans de licenciements par la lutte de classe (grèves, manifestations, solidarité matérielle, occupation des entreprises...).

- **Interdiction de la précarité** : suppression du CNE et de toutes les lois de droite et « de gauche » qui l'ont instaurée depuis vingt-cinq ans, transformation de tous les contrats précaires en CDI ou postes de fonctionnaires selon les cas.

- **Baisse générale du temps de travail pour embaucher les chômeurs et mettre fin à la précarité**, sans perte de salaire, sans annualisation et sans flexibilité (abrogation des dispositions des lois Aubry sur ces points).

- **Ouverture des postes à tous les concours** dans les trois Fonctions publiques à hauteur des besoins.

- **Augmentation générale des bas et moyens salaires**, le SMIC à 1500 euros nets tout de suite, non au « salaire au mérite », échelle mobile des salaires contre l'inflation.

- **Abrogation des lois Balladur et Fillon sur les retraites** : retour aux 37,5 annuités pour tous, baisse de l'âge de la retraite, prise en compte intégrale des années d'études, de formation, de précarité et de chômage.

- **Défense de la Sécurité sociale** : non aux déremboursements, remboursement à 100 % de tous les soins et médicaments, suppression des exonérations de cotisations patronales, augmentation de celles-ci à hauteur des besoins.

- **Arrêt des attaques contre les immigrés** : lutte commune contre les expulsions, régularisation de tous les sans-papiers avec la carte de séjour de 10 ans, retrait de la loi CESEDA et de toutes les lois anti-immigrés de droite et de gauche, fermeture des centres de rétention, facilitation des procédures de naturalisation, défense du droit d'asile.

- **Défense de l'école et de l'Université publiques** : retrait des réformes Fillon et Allègre-Lang, de la réforme LMD, etc.

LA RESPONSABILITÉ DES ORGANISATIONS D'« EXTRÊME GAUCHE » EST HISTORIQUE

Les forces qui seraient capables de mener une telle campagne anticapitaliste unitaire pourraient enfin commencer à cesser d'être marginales dans la lutte de classe. Elles pourraient enfin commencer à jouer le rôle historique qui devrait être celui d'organisations se réclamant du communisme, de l'anti-réformisme et de l'anti-stalinisme, depuis l'effondrement du stalinisme et l'intégration achevée de la social-démocratie dans la société bourgeoise. Car non seulement cette campagne populariserait leurs idées, mais elle s'accompagnerait d'appels à la mobilisation des travailleurs et inciterait naturellement à un certain nombre d'actions communes dans les luttes dès que possible. À plus long terme, cela poserait

l'enfermement dans une campagne bipolaire entre le PS, flanqué de ses mouches du coche « antilibérales », et l'UMP, flanqué de ses mouches du coche de l'UDF et de l'extrême droite. Même d'un point de vue électoral (et sans parler de la difficile collecte des 500 signatures de maires), ce serait une erreur de croire que des candidatures séparées rassembleraient plus de voix qu'une candidature commune : face à la multiplication des candidats, au souvenir du 21 avril 2002 et à la pression du prétendu « vote utile », seule une campagne unitaire défendant clairement une perspective de rupture anti-capitaliste serait capable de créer une vraie dynamique militante et un espoir pour des millions de travailleurs et de jeunes.

- **Arrêt des mesures de privatisation (GDF, aéroports de Paris, Poste...)** et renationalisation sous le contrôle des travailleurs des entreprises privatisées, défense et développement des services publics utiles à la population.

- **Droit au logement** : non aux expulsions, réquisition des logements vacants, construction massive de logements sociaux, réfection des logements délabrés, plafonnement des loyers.

- **Retrait des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent** (Afghanistan, Liban, Côte d'Ivoire, etc.).

Ces revendications n'ont de sens que si les conditions de leur satisfaction sont indiquées clairement aux travailleurs : au cours de la campagne unitaire, il faudrait expliquer qu'**elles sont directement et frontalement anti-capitalistes car elles impliquent des mesures de confiscation immédiate d'au moins une partie des pouvoirs et des profits des capitalistes.** Il faudrait par conséquent dire clairement que **la seule façon de les imposer est la mobilisation des travailleurs eux-mêmes, leur lutte de classe la plus résolue**, incluant notamment l'exigence de **contrôle immédiat des travailleurs sur les comptes des entreprises** et le **recours à l'arme de la grève, jusqu'à la grève générale.** En s'appuyant ainsi sur les luttes des travailleurs, un gouvernement réellement anti-capitaliste serait capable de rompre avec toute la politique des gouvernements de droite et de gauche, avec le système politico-institutionnel de la Ve République et de l'Union européenne. Il s'agirait nécessairement d'un **gouvernement des travailleurs, qui serait contrôlé par eux à tous les niveaux**, avec des élus mandatés, révocables et rémunérés au niveau du salaire moyen.

Avec ce programme, cet objectif et un discours franc et clair, l'alliance anti-capitaliste servirait à **« aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat »** (L. Trotsky, *Programme de transition* de la IVe Internationale).

d'une manière inédite la question décisive d'un véritable parti anti-capitaliste révolutionnaire de masse.

À six mois des élections, il n'est pas encore trop tard pour forger cette alliance anti-capitaliste. La responsabilité des organisations d'« extrême gauche » est historique. Mais leurs directions, qui n'ont jusqu'à présent même pas envisagé leur alliance, ne feront rien spontanément pour y parvenir. **Il revient donc à leurs militants (comme à ceux d'autres groupes anticapitalistes plus petits), et plus généralement aux travailleurs et aux jeunes, de se battre résolument pour cette alliance et ce programme**, en bousculant les routines et en surmontant le sectarisme et les logiques d'appareils.

Discutons de ces propositions, contactez le Groupe CRI ! Tél. : 06 64 91 49 63. Courriel : groupecri@free.fr